

26. JANUAR 1887

681

314

E 2/1643

*Der schweizerische Gesandte in Paris, Ch. Lardy,  
an den Bundespräsidenten und Vorsteher des Politischen Departements,  
N. Droz*

B Confidentielle

Paris, 26 janvier 1887

Vu le départ d'une personne de confiance à laquelle je peux remettre le présent rapport, je me hâte de vous rendre compte d'un entretien que je viens d'avoir avec M. Flourens sur la situation générale; il est six heures du soir, en sorte que je suis obligé d'écrire en toute hâte.

M. le Ministre des Affaires étrangères persiste à penser que la paix ne sera pas troublée; les affaires de Bulgarie commencent à entrer dans la voie de l'arrangement. Si M. de Bismarck tient parole et si l'Allemagne n'attaque pas la France, on peut être certain que la France n'attaquera pas l'Allemagne. — Et cependant, a continué M. Flourens, je ne peux m'empêcher d'être nerveux et d'avoir de l'inquiétude; l'Allemagne a 63 000 hommes en Alsace Lorraine, soit 18 000 de plus que les garnisons françaises correspondantes; il est parfaitement exact que tout est minutieusement préparé pour une mobilisation allemande et cela jusque dans les plus petits détails, le long de la frontière; tout cela peut encore s'expliquer à titre de manoeuvres électorales; je ne demande pas mieux que de croire à cette version. Mais ce qui me préoccupe, c'est l'attitude de l'Italie; elle fait, sur une grande partie de la frontière, des préparatifs militaires, comme si nous étions, non pas à l'avant-veille, mais à la veille d'une déclaration de guerre; elle paye des journées quadruples pour faire travailler au milieu des neiges dans les passages des Alpes. A qui en veut-elle? Est-ce à nous? Est-ce à vous? J'ai demandé à M. Arago de se renseigner sur les concentrations d'«alpini» à votre frontière. J'en viens à me demander si les Italiens qui, nous le savons, convoitent Nice et la Savoie, ne cherchent pas à se faire déclarer la guerre par nous pour faire intervenir le «casus foederis» entr'eux et les Allemands. Alors M. de Bismarck, sans avoir dit le contraire de la vérité, pourra marcher sur la France sans avoir pris l'initiative de l'attaque. Je ne peux rien préciser; ce sont des craintes vagues; mais, par moment, elles m'envahissent. Si par malheur et contre mon attente, elles venaient à se réaliser, l'importance de la neutralité de la Suisse est bien grande pour nous et vous pouvez être assuré que nous vous tiendrons au courant de tout ce que nous pouvons apprendre qui serait de nature à faciliter ou à accélérer vos mesures de précaution. Les travaux des Italiens au Mont Cenis me préoccupent et nous nous demandons s'ils veulent tenter un coup de surprise sur la Savoie. — A ce propos, j'ai demandé au Ministre de la Guerre ce qui en était de cette histoire de fortifications du Salève près de Genève: c'est absolument faux. Mais si la guerre devait éclater dans le voisinage immédiat de la Savoie neutralisée, nous pourrions avoir à régler entre nous les conditions de l'occupation de cette contrée par vos troupes avant le retrait des nôtres et de la garantie de la neutralité de ce territoire. J'ai tort de paraître plus inquiet que je ne le suis. J'ai encore la ferme confiance qu'à Berlin on ne veut pas la guerre plus qu'ici et qu'alors l'Italie sera bien obligée de se tenir tranquille. D'ailleurs — et ici la figure

assez abattue de M. Flourens a paru légèrement illuminée — les affaires des Italiens ne paraissent pas aller trop bien à SOUAKIM ou à MASSOUAH, sinon le gouvernement italien n'intercepterait pas tous les télégrammes.

Cependant en voici un qui m'annonce le départ de 6000 h[*ommes*] et de deux bâtiments de guerre. Il paraît qu'il y a là un chef de bande dont les Anglais se sont débarrassés moyennant finances qui pourra occuper les Italiens. — Espérons, ayons confiance que nous verrons la fin de nos anxiétés sans trop tarder. Nous ajournons au mois d'avril, à cause de la situation générale, l'envoi de nos invitations pour l'Exposition universelle de 1889; si ces invitations partent en avril, le délai laissé aux Gouvernements étrangers pour leurs préparatifs sera encore plus long qu'en 1878. J'ai été heureux, soit dit en passant, de pouvoir donner à Constantinople des instructions conformes aux vues de votre Département du commerce en ce qui concerne les kalemkiars.<sup>1</sup>

Je vous serais obligé de bien vouloir faire parvenir à M.M. les colonels Pfyffer et Bleuler les deux rapports militaires ci-joints.<sup>2</sup> Leurs auteurs m'affirment que chaque régiment d'artillerie a dû envoyer 44 chevaux et 48 hommes aux régiments stationnés près de la frontière. Les Français prennent donc aussi leurs précautions. Une division du VI<sup>e</sup> corps serait complètement sur pied de guerre dans les Vosges et ce corps aurait [*atteint*] prochainement son effectif de guerre par des versements d'autres corps. De plus, l'instruction des recrues serait menée, dans certaines de ses parties, plus vite qu'en Suisse, de façon que ces jeunes soldats puissent être mobilisés le 15 mars. «Relata refero» sans garantie.<sup>3</sup>

---

1. Vgl. GBer. 1887 (BBl 1888, 2, S. 7f.)

2. *Nicht ermittelt.*

3. *Bemerkung von Lardy am Schluss des Schreibens:* En toute hâte.